

Archives

Pas de chantage, priorité au travail humain !

dimanche 5 septembre 2010

Tous les gouvernements **utilisent le déficit des caisses de retraites comme un instrument de chantage**. Ils nous disent qu'il manquera 42,3 milliards d'euros en 2018 et plus de 100 en 2050, ce qui implique « fatalement » une politique d'austérité pour les retraités et une augmentation de cotisations pour les actifs.

Ce raisonnement est archi-faux.

D'abord, il faudrait seulement 3 % des richesses nationales pour maintenir le système actuel et le pouvoir d'achat des retraités. C'est peu. A titre de comparaison, l'exonération des cotisations patronales accordée aux grands groupes du CAC-40 atteint à elle seule 32 milliards d'euros !

Ils nous rebattent les oreilles avec la nécessité de « faire sérieux » pour que la France garde sa note AAA et puisse continuer à emprunter à bas taux d'intérêt. Ils ne font que répéter comme des perroquets qu'il faut renflouer les établissements financiers avec l'argent des travailleurs et des producteurs ! C'est la politique des Laval et des Brüning au début des années trente, qui, à terme, ne peut être imposée que par la violence et les abus de droit, c'est-à-dire qu'elle aboutit au fascisme.

Le texte gouvernemental en prend le chemin. Il pénalise les femmes, qui, pour avoir une retraite complète, devront travailler jusqu'à 67 ans. Il pénalise ceux qui ont commencé à travailler tôt et devront attendre deux ou trois ans de plus. Il pénalise les précaires et les seniors (plus de 6 salariés sur 10 sont sans emploi quand ils partent à la retraite). Il pénalise tous les travailleurs par le relèvement de l'âge de la retraite et l'augmentation des cotisations des fonctionnaires, alors que les hauts revenus et le capital, à l'abri du bouclier fiscal, ne sont taxés que de 4,4 milliards d'euros !

Le texte Sarkozy-Woerth doit donc être retiré en bloc

Le vrai problème n'est pas « la retraite ». Chacun devrait avoir la possibilité de la prendre avec un pouvoir d'achat correspondant au moins à 1500 euros nets, après 37,5 ans de cotisations incluant temps d'études après le bac, formation, chômage et temps partiel. Le vrai problème, c'est que le capital financier prédateur détruit le travail humain, avec la complicité des dirigeants politiques. Le vrai problème, c'est que le taux de productivité, même calculé selon les critères financiers, a chuté, passant de 3,1 % au cours des années 1980 à 0,7 % aujourd'hui. Le vrai problème, c'est que le chômage prive de ressources les caisses de retraites. Le vrai problème, c'est la dépravation de la démocratie par le totalitarisme de l'argent. Le vrai défi est de rétablir une économie qui produise autre chose que de la monnaie de singe accaparée par de faux monnayeurs.

Alors, c'est la base même de l'édifice qu'il faut changer. En arrêtant notre collaboration avec la City

de Londres et Wall Street, en engageant notre société dans une dynamique de progrès scientifique et industriel, en recréant sur deux ans les deux millions d'emplois productifs que notre industrie sinistrée a perdus ces vingt dernières années, le problème sera réglé ! Ces deux millions d'emplois qualifiés et justement rémunérés engendreront 21 milliards d'euros supplémentaires qui entreront dans les caisses de retraite chaque année. Si l'on y ajoute les emplois induits et les économies sur les allocations chômage (50 milliards directs et 30 milliards indirects par an), on dépasse les 100 milliards d'euros qu'on nous brandit pour 2050 ! Sans compter l'apport des 3 autres millions de sans emploi actuels, mobilisés dans des secteurs productifs.

Pour qu'aboutisse sa mobilisation, le mouvement social doit être porteur d'un horizon politique à long terme. Cela suppose :

de nettoyer les écuries d'Augias en séparant les banques d'affaires des banques de dépôts et en imposant aux spéculateurs une banqueroute organisée ;

de rétablir, sur le terrain ainsi dégagé, une Banque nationale et un Conseil national du crédit irriguant l'économie réelle et créant des emplois qualifiés autour de grands projets d'équipement de l'homme et de la nature ;

de revenir à l'esprit du programme du Conseil national de la Résistance, contre les nouveaux féodalismes financiers, et au principe essentiel de notre Constitution : « Le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » ;

de défendre cette perspective en Europe et dans le monde, en accord avec tous ceux qui se battent aussi pour elle. « Que le monde sera beau », comme disait Jaurès, en menant partout ce combat. Il y a urgence, urgence immédiate, car les Sarkozy, les Cameron, les Obama et leurs sponsors financiers sont en train de détruire notre monde.

Jacques Cheminade, Président de Solidarité & Progrès



[Télécharger le tract](#)